



LE 26 JUIN, S'UNIR POUR AGIR, LUTTER POUR GAGNER

Malgré un désaveu cinglant de leur politique, l'Élysée et Matignon n'entendent pas changer de cap.

Ils s'entêtent dans une politique d'austérité octroyant des cadeaux aux entreprises, dont certaines dégagent des profits indécents pour leurs seuls actionnaires. Ces cadeaux n'offrent aucune garantie pour les créations d'emplois, ni pour les salaires. Contrairement à la volonté affichée, les choix gouvernementaux ne luttent ni contre les précarités et le chômage. Ils répondent à des diktats européens fondés sur le dogme de l'austérité qui réduisent les moyens de l'action publique.

Compétitivité, attractivité, concurrence, sont les maîtres mots du gouvernement comme du patronat. Ces logiciels tournent le dos aux notions d'économie solidaire, de coopération, de partage des richesses. L'aggravation des inégalités, la dégradation des conditions de vie et de travail s'accompagnent de la remise en cause des droits au travail et des droits sociaux.

Vouloir réformer la France et continuer à construire l'Europe et les grands marchés mondiaux contre le monde du travail, c'est sacrifier les populations. C'est être incapable de penser la préservation du social, c'est ignorer encore et toujours les conditions d'un développement respectant la planète, au service des hommes et des femmes, pas de la finance.

Transformer les situations de travail, construire le progrès social... Rien ne se fera sans l'intervention des salariés !

Ces dernières semaines ont été marquées par des luttes dans le public comme dans le privé, avec les retraités, la SNCF, les intermittents, les travailleurs de la santé, la SEITA. Ces luttes obligent à infléchir des caps. Elles montrent que la voie et la pensée unique du tout libéral n'est pas une fatalité.

Par ses échecs répétés, le régime en place ne fait malheureusement que prolonger l'orientation de son prédécesseur, néfaste pour les salariés, retraités privés d'emplois. L'horizon des jeunes se bouche chaque jour un peu plus. Cette spirale de la régression alimente le populisme réactionnaire, les xénophobies, les

relents homophobes. Il faut ouvrir une autre voie, d'autres alternatives. Le syndicalisme doit y prendre sa place.

Ensemble il nous faut agir pour un changement de politique économique et sociale, pour :

- Une **augmentation des salaires pour TOUS**, à commencer par le SMIC –gelé dans les faits depuis 6 ans – et le point d'indice des fonctionnaires, gelé depuis 5 ans.

- Une **politique d'embauche dans les entreprises, les services publics et la fonction publique** avec des garanties pour la qualité de l'emploi et au lieu des précarités et dérèglementations recherchées tant par le patronat que par des employeurs publics.

- Une **remise à plat de tous les « pactes » gouvernementaux** qui sont autant d'aides au patronat d'un côté, et d'austérité pour les populations de l'autre.

Le rituel d'une « conférence dite sociale » a été instauré chaque début juillet. Entre les discours tenus et les réalités qui suivent les décalages sont considérables. Affirmons à la veille de cette conférence que nous ne sommes pas dupes ! Car à la crise économique, le gouvernement ajoute la crise démocratique avec des réformes non négociées, imposées à la hussarde comme la réforme territoriale qui va changer en profondeur l'Etat, imposer en France une fédération de régions.

TROP C'EST TROP ! SANS VOUS, SANS NOUS, IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT DE PROGRÈS. L'AUSTERITÉ, LE DUMPING SOCIAL ÇA SUFFIT. C'EST POUR AGIR ENSEMBLE, POUR RECONSTRUIRE UN ESPOIR, QU'EN LOIRE-ATLANTIQUE, LA FSU ET LA CGT APPELLENT ENSEMBLE À MANIFESTER, FAIRE GRÈVE ET CESSER LE TRAVAIL PARTOUT OÙ LES CONDITIONS SONT RÉUNIES DANS LE CADRE D'UNE JOURNÉE NATIONALE D'ACTION (préavis national de grève déposé pour le public et le privé).

MANIFESTATIONS

LE 26 JUIN – 10 H

NANTES : Rond-point Préfecture

SAINT-NAZAIRE : devant la gare SNCF

ANCENIS : station ESSO